



CTSD du 30 juin 2020 : déclaration de la FSU 77

Madame l'Inspectrice d'Académie, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

La « carte scolaire » pour la rentrée prochaine aura connu bien des difficultés à se dessiner cette année. Tout d'abord, les élections municipales connues de longue date sont venues contraindre un premier calendrier que la crise sanitaire a bouleversé tant dans son échéancier que dans son mode opératoire puis les élections municipales encore, avec ce second tour imposant une période de réserve du 8 au 28 juin. Période de réserve dont pourtant certains départements se sont affranchis, comme le Val d'Oise, l'Hérault, la Vienne, la Charente Maritime, l'Ardèche...et de nombreux autres encore.

« Mieux vaut tard que jamais » paraît-il. Même si nous sommes satisfaits de pouvoir de nouveau nous réunir autour d'une table et nous réjouir de la bonne santé apparente de toutes et tous, nous aurions aimé que la Seine-et-Marne tînt son CTSD d'ajustement bien plus tôt, qu'elle aussi s'exonérât de cette période de réserve, et que cette réunion programmée le 11 juin dernier fût maintenue. Madame l'Inspectrice d'Académie, nous vous l'avons écrit, ce report est d'autant plus contestable que ce second tour d'élections municipales ne concernait que 66 communes sur les 506 que compte notre département. Il n'était ni nécessaire ni souhaitable d'ajouter cette difficulté à toutes celles rencontrées depuis le début de cette crise sanitaire. Une fois de plus, nous le répétons, le temps politique ne doit pas être celui de l'école.

L'ajournement de ce CTSD au 30 juin pénalise l'ensemble des écoles en attente d'une mesure de carte scolaire. Cette date tardive, à 3 jours de la période estivale, les met dans une situation compliquée quant à l'organisation de la rentrée prochaine (répartition, commandes...etc)... Une fois de plus il va falloir s'organiser dans l'urgence.

Une urgence qu'illustre bien encore le dernier feuilleton sur le nouveau protocole sanitaire. Encore une fois, notre ministre a préféré communiquer avec les médias plutôt qu'avec les personnels ! Alors qu'entre l'annonce présidentielle et sa mise en application, nous disposions d'une semaine complète, le ministère par sa lenteur pour diffuser les textes officiels a contraint les agents sur le terrain à s'organiser en 2 jours seulement

En revanche, c'est bien depuis le 22 juin au matin que les questions et demandes des personnels comme des parents d'élèves, plus que légitimes, sont restées sans réponses claires. Nous mesurons bien la complexité de la situation sociale, économique et sanitaire. Nous ne pensons ni que la situation est facile à gérer, ni qu'il y aurait une solution évidente, mais il nous semble essentiel de dire qu'il n'est pas convenable de traiter les personnels ainsi. A cela s'ajoutent, les déclarations médiatiques ou la circulation anarchique de documents officiels... Sans parler du « prof-bashing » qui a inondé les réseaux sociaux, sans aucun démenti fort de notre administration, alimentant ainsi un sentiment d'injustice et de non-reconnaissance chez nos collègues. La réaction de notre ministre face à la campagne de dénigrement contre nos professions n'est pas à la hauteur des attaques, notamment, en ne reniant pas l'expression de « profs décrocheurs ».

Les enseignants n'ont pas ménagé leurs efforts pendant cette crise, ils ne réclament pas de médailles mais simplement une absence de mépris. Nous espérons en ce sens que notre académie ne suivra pas l'exemple de celles de Montpellier, de Poitiers ou encore de Nice et ne nous distribuera pas des médailles virtuelles, des « open badges » pour valoriser « l'agilité pédagogique » selon l'expression retenue.

Je vous remercie de votre attention.